

"Tele 2", dix ans après : embarras et controverses sur l'accès aux données numériques

Jean Mafart - 14 sept. 2026

En 2016, l'arrêt "Tele2" de la CJUE bouleversait l'accès aux données de connexion, en imposant de nouvelles limites au nom de la vie privée. Dix ans plus tard, les États européens restent profondément divisés sur la manière de concilier libertés individuelles, sécurité et efficacité des enquêtes faisant de l'accès aux données un enjeu majeur pour la sécurité européenne.



[A la une](#) | [Fondation](#) | [Numérique, technologies et espace](#) | [Économie et finances](#) | [Défense et sécurité](#) | [Energie et Agriculture](#) |

[Diplomatie et géopolitique](#) | [Démocratie et politique](#) | [Etudes/Rapports](#) | [Culture](#) |

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

■ A la une :



L'état (d'urgence) de l'Union

Face aux tensions géopolitiques et à l'affaiblissement des alliances traditionnelles, l'Union européenne doit renforcer son autonomie et sa capacité d'action. Cela implique d'accélérer l'intégration économique, financière et politique, de moderniser sa gouvernance et de mieux répondre aux défis extérieurs. L'enjeu est de permettre à l'Europe de s'affirmer davantage dans un contexte international de plus en plus instable et compétitif. [Lire la suite](#)

■ Fondation :



La Lettonie vote le 3 octobre : quelle nouvelle coalition gouvernementale ?

Le 3 octobre, la Lettonie s'apprête à élire les 100 députés de son parlement (Saeima) dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et les tensions avec la Russie. La Liste unie domine les sondages avec 23,6%, tandis que Nouvelle Unité est à 8,9 %. Avec sept partis susceptibles de franchir le seuil de 5 %, minimum requis pour obtenir des sièges au Parlement, aucun ne semble en mesure de gouverner seul. Le scrutin est dominé par les questions de sécurité face à la Russie, mais aussi du coût de la vie, de l'avenir démographique du pays et de l'intégration de la minorité russophone. [Lire la suite](#)



NextGenerationEU : feu vert pour les Pays-Bas

Le 7 septembre, la Commission européenne a approuvé la quatrième demande de paiement des Pays-Bas, d'un montant de 661 millions €, dans le cadre du plan NextGenerationEU. A ce jour, les Pays-Bas ont reçu 56,4% de leur enveloppe totale de 5,44 milliards € au titre de la facilité pour la reprise et la résilience. La Fondation propose sur son site une synthèse des différents plans de relance nationaux, qui en présente les montants, les calendriers et les priorités. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Présentation du "Rapport Schuman 2026" à Bruxelles

L'Europe est confrontée en permanence aux conflits du monde entier et évolue rapidement. Pour pouvoir suivre cette évolution, la Fondation Robert Schuman a publié son rapport annuel, le "Rapport Schuman 2026", qui rassemble, comme chaque année, les contributions d'acteurs engagés et d'observateurs compétents dans les politiques européennes. La Fondation Robert Schuman présente le Rapport Schuman 2026 sur l'Europe, l'état de l'Union, à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, en présence de l'Ambassadeur Philippe Léglise-Costa. [Lire la suite](#)

RAPPORT SCHUMAN SUR L'EUROPE L'ÉTAT DE L'UNION 2026

Andreas Buhlert, Valérie Létour, Boris Bieda, Catherine Morin-Drouot, Christiane de Gripe, Laurent Boudet, Anne-Laure Bellamy-Bard, Shantouo Boudet, Catherine de Balle, Maxime de Conin, Thomas Christopoulos, Philippe Jallat, Marjorie Gohier, Jean-Denis Gaudin, Lutz de Geckow, Mathias Geyssens, Peter Hain, Patrick Janssen, Bruno Létour, Cyril Poirier-Gauthier, Jonathan Wainwright, Helen Yang, Tobias Lohr, Lucie Drouot.

FONDATION ROBERT
SCHUMAN



Les sociaux-démocrates et les partis d'opposition l'emportent de justesse aux élections législatives en Suède

Les élections législatives suédoises du 13 septembre ont été marquées par un résultat très serré entre les blocs de gauche et de droite. Selon des résultats encore ,provisoires, les sociaux-démocrates arrivent en tête avec 28,1 % des voix et 100 sièges, devant les Modérés (19,9 %) et les Démocrates de Suède (17,6 %). La gauche obtiendrait de justesse la majorité avec 176 sièges contre 173 pour le bloc de droite. La formation du prochain gouvernement s'annonce donc incertaine et pourrait donner lieu à de longues négociations. [Lire la suite](#)

■ Numérique, technologies et espace :



Sommet international sur l'espace

Les 9 et 10 septembre s'est tenu à Paris le Sommet international sur l'espace. Près de 120 délégations étrangères étaient présentes pour l'occasion. Tandis que le président français a affirmé qu'il était nécessaire d'assumer pleinement "la préférence européenne", la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a rappelé l'importance d'IRIS², une initiative européenne visant à déployer une constellation européenne de satellites pour fournir à l'Europe "une capacité de connectivité autonome et résiliente". Selon l'Élysée, une cinquantaine de contrats et accords ont été scellés lors du sommet, pour un montant annoncé d'environ 20 milliards €. [Lire la suite](#)



Amazon Leo confie six nouveaux lancements Ariane 64 à Arianespace

Le 9 septembre, Arianespace et Amazon Leo ont annoncé la signature d'un contrat portant sur six lancements "Ariane 64" supplémentaires, ce qui porte à 24 le nombre total de missions confiées par Amazon Leo à Arianespace, contre 18 initialement prévus dans l'accord signé en 2022. Ces nouvelles missions viseront à poursuivre le déploiement de la constellation Amazon Leo en orbite basse et débiteront d'ici 2031 depuis le port spatial de l'Europe en Guyane. La commande de ces six lancements supplémentaires marque une montée en puissance qui permettra à Arianespace de concilier les besoins du marché commercial avec les missions institutionnelles européennes. [Lire la suite](#)



Nouvel acte législatif européen sur l'innovation

Le 9 septembre, la Commission européenne a proposé un nouvel acte législatif européen sur l'innovation destiné à aider les innovations européennes à se développer, à se financer et à être compétitives à l'échelle mondiale. Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Union en faveur des start-up et des scale-up ainsi que dans sa boussole pour la compétitivité. Elle vise notamment à faciliter l'accès des entreprises innovantes aux financements et à établir une approche commune pour les marchés dans le domaine de la recherche et du développement (R&D). [Lire la suite](#)

■ Économie et finances :



Hausse des taux directeurs de la BCE et prévisions de croissance et d'inflation

Le 10 septembre, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une augmentation de 25 points de base des trois taux d'intérêt directeurs de la BCE, à compter du 16 septembre. Le taux de la facilité de dépôt a ainsi été relevé à 2,5%, celui des opérations principales de refinancement à 2,65% et celui de la facilité de prêt marginal à 2,9%. L'augmentation est notamment attribuée aux tensions inflationnistes liées au conflit au Moyen-Orient. La projection d'inflation est restée inchangée à 3% pour 2026, 2,5% pour 2027 et 2,3% en 2028. Pour la croissance économique, la projection se situe à 0,9% en 2026, 1,4% en 2027 et 1,5% en 2028. [Lire la suite](#)



Réforme des marchés publics

Le 9 septembre, la Commission européenne a adopté une proposition de règlement destinée à moderniser et simplifier le cadre européen des marchés publics, dans le but de favoriser des investissements dans les services publics et les infrastructures, en cohérence avec les priorités stratégiques de l'Union. Ce texte doit permettre d'achever la mise en place du marché unique des marchés publics, qui représente environ 15 % du PIB européen. La Commission s'appuie sur quatre axes principaux : la simplification et la clarification des règles, la mise en place d'une plateforme unique pour l'ensemble des marchés publics de l'Union, un renforcement du soutien aux objectifs environnementaux, sociaux et d'innovation, ainsi qu'une sécurité, une résilience et une autonomie stratégique accrues. [Lire la suite](#)

■ Défense et sécurité :



Entretien sur la "dissuasion avancée" et participation de la Finlande

Face à une Russie plus agressive et à l'incertitude autour du soutien américain, la France cherche à renforcer la dimension européenne de sa dissuasion nucléaire. La "dissuasion avancée" repose sur une coopération accrue avec les Européens, tout en maintenant la décision nucléaire sous souveraineté française. L'enjeu est aussi de combiner forces nucléaires et capacités militaires conventionnelles européennes pour renforcer la sécurité du continent. Pour Jean-Dominique Giuliani, cette coopération déjà engagée doit surtout permettre aux Européens de développer la confiance et leur capacité à agir ensemble face aux crises. Le 14 septembre, la Finlande a décidé à son tour de rejoindre la dissuasion avancée. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Partenariat stratégique entre le Canada et l'Ukraine

Le 10 septembre, en présence du président ukrainien Volodymyr Zelenskyy, le Premier ministre canadien Mark Carney a annoncé un nouveau volet du partenariat stratégique entre les deux pays. Ainsi, en plus des partenariats récents entre des entreprises clés des secteurs de la défense ukrainiens et canadiens concernant l'approvisionnement et la production de drones, le gouvernement canadien investira près de 370 millions \$ canadiens pour renforcer la sécurité à long terme de l'Ukraine. Il accordera des financements de plus de 600 millions \$ canadiens pour soutenir la sécurité énergétique et la reconstruction de l'Ukraine et fournira une aide supplémentaire de 6 millions \$ canadiens pour faciliter le rapatriement d'enfants ukrainiens déplacés de force par la Russie. [Lire la suite](#)

■ Energie et Agriculture :



Nouvelle approche européenne pour le secteur agro-alimentaire

Le 8 septembre, la Commission européenne a adopté une communication pour "Une nouvelle approche stratégique de la recherche et de l'innovation pour une agriculture, une sylviculture, des zones rurales et des systèmes alimentaires compétitifs, résilients et durables". Elle vise à rendre le secteur agro-alimentaire davantage compétitif et résilient. L'approche est structurée autour de deux cadres interconnectés: AgRI 2040 et Food 2040. Six priorités communes sont au cœur de cette nouvelle approche: la compétitivité, la sécurité alimentaire, la soutenabilité, la sûreté alimentaire, l'équité et la coopération mondiale. [Lire la suite](#)



Rapport de la Cour des comptes européenne sur le plan REPowerEU

Le 9 septembre, la Cour des comptes européenne a publié un rapport sur le plan REPowerEU. Depuis l'adoption de ce plan en mai 2022, l'Union européenne a fortement réduit sa dépendance aux énergies fossiles russes. Cependant, la Cour relève un manque d'investissement important. Sur les 300 milliards € supplémentaires estimés comme nécessaires par la Commission en 2022 pour atteindre les objectifs de REPowerEU d'ici 2030, seuls 54,3 milliards (18%) étaient engagés en avril 2026. Elle pointe des progrès insuffisants dans le développement des énergies renouvelables et des interconnexions transfrontalières, ainsi qu'un suivi et un pilotage insuffisants de la mise en œuvre du plan. Elle appelle la Commission et les États membres à mieux coordonner leurs plans, à combler le déficit de financement et à renforcer le suivi des objectifs de REPowerEU. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Diplomatie et géopolitique :



Nouvelle vision stratégique pour les régions ultrapériphériques

Le 10 septembre, la Commission européenne a adopté une communication relative aux régions ultrapériphériques de l'Union européenne que sont la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, la Réunion, Saint-Martin (France), les Açores, Madère (Portugal) et les îles Canaries (Espagne). Elle y expose une nouvelle vision stratégique pour ces régions, afin de stimuler leur développement socio-économique. Un paquet réglementaire, comprenant plusieurs propositions législatives visant à adapter certaines règles européennes aux enjeux auxquels ces territoires font face, accompagne la communication. Sont notamment prévues des exemptions et dérogations en matière de fiscalité, de sylviculture, d'agriculture, de pêche et de migration. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Sommet sur l'Arctique en Finlande

Les 13 et 14 septembre, la Finlande a accueilli le sommet sur l'Arctique réunissant des dirigeants de l'Union européenne, à Rovaniemi. L'objectif du sommet est de renforcer l'orientation stratégique commune de l'Union dans l'Arctique, une région dont l'importance géopolitique croît rapidement. En raison des tensions géopolitiques actuelles, les dirigeants de l'Union européenne souhaitent désormais se concentrer davantage sur la paix et la sécurité, ainsi que sur l'activité économique dans la région. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Ursula von der Leyen en visite au Groenland

Les 6 et 7 septembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, était à Nuuk, au Groenland. Après des échanges avec le Premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen, et la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, une déclaration commune a été signée. Elle prévoit notamment une plus grande coopération dans des domaines d'intérêt mutuel tels que le développement et la construction d'infrastructures, la connectivité, les matières premières critiques ou encore l'action climatique. Ursula von der Leyen a également annoncé un programme de partenariat de 200 millions € pour le Groenland dans le cadre de la stratégie "Global Gateway". [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Sanctions occidentales contre les biens produits dans les colonies israéliennes

Le 8 septembre, les ministres des affaires étrangères du Canada, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Islande, de l'Irlande, de la Norvège, de la Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède ont décidé d'établir et/ou de défendre au niveau européen des restrictions d'importation de biens produits par les colonies israéliennes en Cisjordanie, ces dernières étant jugées illégales au regard du droit international. Dans une déclaration commune, les États susmentionnés ont enjoint au gouvernement israélien de cesser toute expansion coloniale et ont renouvelé leur engagement pour une paix durable permettant "à Israël et à un État palestinien souverain, démocratique et viable de se reconnaître mutuellement et de vivre côte-à-côte en paix et en sécurité au sein de frontières sûres et internationalement reconnues." [Lire la suite](#)



Conférence des chefs de missions diplomatiques allemandes

Du 7 au 11 septembre, les chefs des représentations diplomatiques allemandes se sont réunis à Berlin, pour la conférence annuelle des ambassadeurs. Le 10 septembre, le ministre des Affaires étrangères Johann Wadephul est intervenu sur la perception à l'étranger de la politique étrangère et de sécurité allemande. Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a participé à la conférence, une première pour un chef de l'OTAN à cet événement. Le ministre a chargé les ambassadeurs de plaider activement, dans leurs pays d'accueil, pour un soutien accru à l'Ukraine, rappelant que l'Allemagne est désormais le plus grand soutien bilatéral de Kiev. Cette année, l'Allemagne a investi 124,7 milliards € dans les capacités de défense "dures", soit environ 2,7 % de son PIB. Ce taux devrait atteindre au moins 3,5 % d'ici 2029, soit plus de 150 milliards €. [Lire la suite - Autre lien](#)

■ Démocratie et politique :



Dissolution du Parlement

Le 7 septembre, le Premier ministre serbe Djuro Macut a demandé au président Aleksandar Vučić de dissoudre l'Assemblée. Le 9 septembre, le président a dissout l'Assemblée, ouvrant la voie à des élections législatives anticipées qui se dérouleront le 25 octobre. Depuis le mois de novembre 2024, le pays est agité par un vaste mouvement de contestation né de l'effondrement meurtrier d'un auvent dans la gare de Novi Sad, dans le nord du pays. Depuis cet accident, un mouvement militant s'est mobilisé, y voyant le résultat de la corruption qui gangrène le pays, alors même que celui-ci négocie son adhésion à l'Union européenne. [Lire la suite](#)



Visite du Secrétaire général du Conseil de l'Europe en Lettonie

Les 10 et 11 septembre, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Alain Berset s'est d'entretenu avec le président letton Edgars Rinkēvičs, la ministre des Affaires étrangères Baiba Braže et la présidente du Parlement (Saeima), Daiga Mieriņa. Alain Berset a souligné que l'expérience lettone dans la lutte contre les menaces hybrides est précieuse pour construire une réponse européenne commune. Par ailleurs, il a assisté à la Conférence de Riga à l'occasion de laquelle il a évoqué l'avenir de l'Ukraine comme pilier de la sécurité européenne. Enfin, il s'est rendu au Centre d'excellence de l'OTAN pour la communication stratégique, où les discussions ont porté sur les synergies possibles entre l'expertise de l'OTAN et celle du Conseil de l'Europe. [Lire la suite](#)



Baisse des demandes d'asile

Le 10 septembre, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) a publié un rapport dressant un état des lieux des tendances récentes en matière d'asile dans l'Union européenne ainsi qu'en Suisse et en Norvège. Le nombre de demandes de protection internationale y ayant été reçues au premier semestre 2026 était de 332 000, soit 17% de moins que l'année précédente sur la même période. La France est le pays ayant reçu le plus de demandes, suivie de l'Italie, de l'Espagne et de l'Allemagne. A eux quatre, ces pays concentrent environ les trois quarts des demandes reçues. Le taux de reconnaissance en première instance au cours des six premiers mois de l'année s'établissait à moins d'un tiers. [Lire la suite](#)



Classement PISA : la majorité des pays européens ont connu une baisse de la performance de leurs systèmes éducatifs

Le 8 septembre, l'OCDE a publié les résultats du classement PISA pour 2025 : l'Asie occupe toujours les premières places, tandis que la majorité des pays européens connaissent une baisse du niveau de leurs élèves. Néanmoins, deux pays européens figurent dans le Top 10 mondial grâce à des résultats en hausse : l'Estonie, qui occupe la 6e place, et le Royaume-Uni, à la 8e position. La Finlande recule à la 12e place, même si elle reste au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Les pays scandinaves qui occupaient jusqu'ici des positions dominantes, connaissent eux aussi une tendance à la baisse. [Lire la suite](#)



Étude du Conseil d'Etat sur la mer et les politiques publiques

Le 9 septembre, le Conseil d'État a publié son étude annuelle. Cette année, il dresse le diagnostic d'une dispersion des politiques publiques maritimes françaises et formule 28 propositions concrètes, destinées aux décideurs publics, pour donner à la France une véritable stratégie maritime. Trois enjeux majeurs y sont énoncés: fixer un cap national et créer une véritable doctrine française de "puissance maritime", arbitrer des usages concurrents en mer et passer d'une logique de juxtaposition des usages à une conciliation organisée, et construire une gouvernance à la hauteur des ambitions en renforçant le Secrétariat général de la mer comme chef d'orchestre interministériel, pour faire de la France un moteur d'une politique maritime européenne plus cohérente et soutenir les engagements internationaux. [Lire la suite](#)

■ Culture :



Journées européennes du patrimoine

Le mois de septembre est marqué par la 43e édition des Journées européennes du patrimoine, placées sous le signe de deux thèmes : "Patrimoine de la photographie" et "Patrimoine en péril : raviver, résister, réimaginer". Organisées dans les 50 pays signataires de la Convention culturelle européenne, de nombreux sites ouvriront leurs portes au public à cette occasion, parmi lesquels des ambassades, des monuments historiques et des lieux habituellement fermés aux visiteurs. L'Angleterre les organise du 11 au 20 septembre, l'Allemagne le 13 septembre, la France les 19 et 20 septembre, tandis que la Pologne étalera l'événement sur deux week-ends consécutifs, du 18 au 20 puis les 26 et 27 septembre. En Espagne, les dates varient en fonction de chaque communauté autonome. [Lire la suite](#)



Réouverture au public des Thermes de Trajan

Le projet de restauration et de mise en valeur de la grande exèdre et de la galerie souterraine des Thermes de Trajan, situés sur l'Oppius, est achevé. De nouveaux espaces archéologiques et des vestiges majeurs de la Rome impériale sont ainsi de nouveau accessibles aux visiteurs. Ces éléments décoratifs appartiennent à un édifice antérieur aux Thermes de Trajan, datant du 1er siècle ap. J.-C. Depuis le 12 septembre, de petits groupes de visiteurs peuvent y accéder sur réservation et inscription à une visite guidée. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



shutterstock.com - 2739725159

Joyaux de la couronne bohémienne à Prague

Pour marquer les 500 ans de l'accession de Ferdinand I de Habsbourg au trône de Bohême, le Château de Prague expose jusqu'au 28 septembre, les joyaux de la couronne bohémienne. Forgées en 1347 pour le couronnement de Charles IV, roi de Bohême et empereur du Saint-Empire, la Couronne de Saint Wenceslas et ses joyaux sont des symboles de l'identité tchèque. [Lire la suite](#)



Maurizio Cattelan à Berlin

L'artiste italien Maurizio Cattelan, figure de l'art contemporain, est le lauréat du Prix de la Nationalgalerie 2026. Avec l'exposition "Night", la Neue Nationalgalerie de Berlin présente la première grande exposition de l'artiste en Allemagne. Sélectionné par un jury international pour ce prix, l'artiste y dévoile un ensemble réunissant des œuvres historiques marquantes ainsi que des créations récentes. L'exposition se tient jusqu'au 7 mars 2027. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Biennale d'art de Lyon

Du 19 septembre au 13 décembre, Lyon accueille la 18e Biennale d'art contemporain. Placée sous le thème "Passer d'un rêve à l'autre", cette nouvelle édition réunit 119 artistes de 42 nationalités différentes. Elle se déploie sur plusieurs sites de la ville. [Lire la suite](#)

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation !

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation et participez avec nous à la construction de l'Europe de demain !

Contribuez, par votre soutien à la Fondation, à la promotion des valeurs européennes de démocratie, de paix, de solidarité, et de prospérité de l'Europe.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation Robert Schuman peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Je fais un don et je réduis mon impôt.

■ L'agenda :



14-17/09/2026

Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)



18/09/2026

Réunion de l'Eurogroupe (Dublin)



La Lettre n°1167

PDF

en Français -- Édition du Lundi 14 septembre 2026

↓ Je télécharge

La Lettre est également disponible dans les langues suivantes :



👍 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Helen Levy ;

Catherine d'Angelo, Lauriane Draghi,

Charles Mateos y Lago, Charlotte

Feldmann

N° ISSN: **2729-6482**

Une question, une suggestion ?

Contactez-nous !

info@robert-schuman.eu

Rédacteurs en chef :

Juliette Bachschmidt

Directeur de la publication :

Pascale Joannin

[Cliquez ici si ce mail ne s'affiche pas correctement.](#)

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter. {LINK}